



**Conseil économique
et social**

Distr.
GÉNÉRALE

ECE/CEP/138
22 décembre 2006

FRANÇAIS
Original: ANGLAIS

**COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'EUROPE
COMITÉ DES POLITIQUES DE L'ENVIRONNEMENT**

Treizième session
Genève, 9-11 octobre 2006

RAPPORT SUR LES TRAVAUX DE LA TREIZIÈME SESSION

Résumé analytique

À sa treizième session, le Comité des politiques de l'environnement:

- A fait le bilan de la performance environnementale de l'Ukraine et adopté les recommandations correspondantes. Il a pris note des rapports d'étape du Monténégro et de la Serbie et s'est félicité de la publication des rapports sur l'étude de la performance environnementale de Moldova et du Bélarus. Il a noté que les délégations de l'Arménie, de l'ex-République yougoslave de Macédoine, du Kazakhstan, du Kirghizistan et de l'Ouzbékistan avaient exprimé le souhait que leur pays fasse l'objet d'une étude de la deuxième série. Le Comité a approuvé le plan du document de synthèse à présenter à la Conférence de Belgrade et a décidé qu'il fallait en poursuivre l'établissement;
- A accueilli avec intérêt les réalisations du Groupe de travail de la surveillance et de l'évaluation de l'environnement et les contributions qu'il devait en principe apporter à la Conférence de Belgrade et s'est prononcé en faveur d'un nouveau renforcement des activités de surveillance et d'évaluation, s'agissant en particulier du renforcement des capacités dans les pays d'Europe orientale, du Caucase et d'Asie centrale (EOCAC);
- A pris bonne note des progrès accomplis dans le cadre des accords multilatéraux de la CEE relatifs à l'environnement et de leurs protocoles et a souligné qu'il importait de renforcer les activités liées à leur mise en œuvre. Il s'est félicité de l'avant-projet d'un document sur leur application pour la Conférence de Belgrade et a donné des indications concernant l'élaboration de ce document;
- S'est déclaré satisfait des activités du Conseiller régional pour l'environnement dans la région de l'EOCAC et de sa contribution au programme de travail du Comité;
- A accueilli avec satisfaction le document d'information sur la politique de l'environnement et la compétitivité internationale établi et présenté par le secrétariat et a invité celui-ci à établir un deuxième document principalement consacré aux pays à faible revenu, lesquels seraient éventuellement présentés à la Conférence de Belgrade;
- A adopté son programme de travail pour 2007-2008, compte tenu de l'évaluation des activités réalisées au cours de l'exercice biennal 2004-2005.

TABLE DES MATIÈRES

	<i>Paragraphes</i>	<i>Page</i>
Introduction.....	1 – 5	3
I. ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR	6	3
II. APPLICATION DE LA RÉFORME DE LA CEE ET QUESTIONS DÉCOULANT DE LA SOIXANTE ET UNIÈME SESSION DE LA COMMISSION QUI INTÉRESSENT LE COMITÉ.....	7 – 12	3
A. Réforme de la CEE et ses incidences sur les activités du Comité	8 – 9	3
B. Conclusion du deuxième Forum régional sur l'application des objectifs du développement durable et contributions régionales à la quatorzième session de la Commission du développement durable ...	10 – 12	4
III. PROGRAMME DE TRAVAIL POUR 2007-2008.....	13 – 57	4
A. Études de performance environnementale	13 – 21	4
B. Surveillance de l'environnement	22 – 25	6
C. Accords multilatéraux de la CEE relatifs à l'environnement	26 – 42	7
D. Stratégie environnementale pour les pays d'Europe orientale, du Caucase et d'Asie centrale	43 – 44	10
E. Activités du Conseiller régional de la CEE pour l'environnement et contribution de ce dernier au programme de travail du Comité.....	45 – 46	11
F. Partenariat pour l'environnement, l'eau et la sécurité en Asie centrale.....	47 – 48	11
G. Initiative sur l'environnement et la sécurité.....	49 – 51	11
H. Autres activités intersectorielles	52 – 57	12
IV. DÉBAT APPROFONDI SUR LES PRINCIPAUX ENJEUX: POLITIQUE DE L'ENVIRONNEMENT ET COMPÉTITIVITÉ INTERNATIONALE .	58 – 60	14
V. ADOPTION DU PROGRAMME DE TRAVAIL POUR 2007-2008 ET DU MANDAT RÉVISÉ DU COMITÉ.....	61 – 63	15
VI. ASSISTANCE FINANCIÈRE AUX PAYS EN TRANSITION ET CONTRIBUTIONS DES PAYS AUX FONDS D'AFFECTION SPÉCIALE DE LA CEE	64	15
VII. QUESTIONS DIVERSES	65	15
VIII. ÉLECTION DU BUREAU DE LA QUATORZIÈME SESSION	66	15
IX. CLÔTURE DE LA TREIZIÈME SESSION.....	67 – 68	16
Annexe: Critères d'attribution d'une aide financière.....		17

Introduction

1. Le Comité des politiques de l'environnement a tenu sa treizième session à Genève du 9 au 11 octobre 2006. M. Zaal Lomtadze (Géorgie) a présidé les travaux.
2. Ont participé à la session des représentants des 38 pays membres de la CEE ci-après: Allemagne, Arménie, Autriche, Azerbaïdjan, Bélarus, Belgique, Bulgarie, Croatie, Danemark, Espagne, Estonie, États-Unis, ex-République yougoslave de Macédoine, Fédération de Russie, Finlande, France, Géorgie, Grèce, Hongrie, Italie, Kazakhstan, Kirghizistan, Lettonie, Monténégro, Norvège, Ouzbékistan, Pays-Bas, Pologne, République de Moldova, République tchèque, Roumanie, Serbie, Slovénie, Suède, Suisse, Tadjikistan, Turquie et Ukraine.
3. Des représentants de la Commission européenne ont assisté à la réunion.
4. Y ont également pris part des représentants de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED), du secrétariat par intérim de la Convention sur les Carpates du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE/Vienne), du Bureau régional pour l'Europe de l'Organisation mondiale de la santé (EURO/OMS), de l'Agence européenne pour l'environnement (AEE) et de l'Organisation pour la coopération et le développement économiques (OCDE).
5. Les organisations non gouvernementales et les centres régionaux pour l'environnement ci-après étaient également représentés: ECOFORUM européen, Centres régionaux pour l'environnement de l'Europe centrale et orientale (CRE), de l'Asie centrale (CAREC) et de la Russie (CRER), ainsi que Jeunesse et environnement Europe.

I. ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR

6. Le Comité a adopté l'ordre du jour de sa treizième session tel que reproduit dans le document ECE/CEP/131.

II. APPLICATION DE LA RÉFORME DE LA CEE ET QUESTIONS DÉCOULANT DE LA SOIXANTE ET UNIÈME SESSION DE LA COMMISSION QUI INTÉRESSENT LE COMITÉ

7. Le Comité a pris connaissance des renseignements fournis par le secrétariat au sujet des décisions prises par la Commission à sa session extraordinaire de décembre 2005, avec l'adoption du Plan de travail pour la réforme de la CEE (E/ECE/1434/Rev.1), ainsi qu'à sa soixante et unième session, tenue à Genève du 21 au 23 février 2006 (E/2006/37-E/ECE/1444).

A. Réforme de la CEE et ses incidences sur les activités du Comité

8. Les délégations se sont déclarées satisfaites des résultats de la réforme, qui témoignaient du soutien politique apporté par les pays membres de la CEE aux activités de l'organisation dans le domaine de l'environnement. Elles se sont également félicitées de l'établissement de priorités dans ces activités relatives à l'environnement, comme le montre le Plan de travail pour la réforme de la CEE (par. 31 à 34). Elles ont jugé important que le personnel soit déployé et son temps de travail alloué en fonction de ces priorités.

9. Afin de suivre la mise en œuvre des recommandations aux fins de la réforme, le Comité a demandé au secrétariat de lui fournir des renseignements, sous une forme claire et concise, sur les ressources ordinaires et les fonds extrabudgétaires bien avant la prochaine session.

B. Conclusions du deuxième Forum régional sur l'application des objectifs du développement durable et contributions régionales à la quatorzième session de la Commission du développement durable

10. Le Comité a pris note des renseignements fournis par le secrétariat concernant les conclusions de la quatorzième session de la Commission du développement durable, tenue à New York du 1^{er} au 12 mai 2006 et consacrée à l'énergie au service du développement durable, au développement industriel, à la pollution atmosphérique et l'atmosphère et aux changements climatiques.

11. Le Comité s'est félicité de la contribution apportée par la CEE à cette quatorzième session avec l'organisation d'un deuxième Forum régional sur l'application des objectifs du développement durable, qui avait pour but d'évaluer les progrès accomplis dans la région dans la réalisation des engagements en matière de développement durable dans les domaines susmentionnés (15 et 16 décembre 2005), et avec la présentation du résumé du Président sur les conclusions du Forum à la quatorzième session de la Commission du développement durable.

12. Au cours de cette quatorzième session, la Convention de la CEE sur la pollution atmosphérique transfrontière à longue distance a fait l'objet d'une mention spéciale dans le rapport du Secrétaire général qui l'a qualifiée de «modèle dans la lutte contre la pollution atmosphérique transfrontière». En marge des discussions qui ont eu lieu à la Commission du développement durable, la CEE et l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) ont organisé une manifestation parallèle sur l'éducation en vue du développement durable, qui est l'une des questions transversales inscrites à l'ordre du jour des activités de la Commission du développement durable.

III. PROGRAMME DE TRAVAIL POUR 2007-2008

A. Études de performance environnementale

Étude de la performance environnementale de l'Ukraine

13. M^{me} Ann-Sofi Israelson, membre du Groupe d'experts des études de performance environnementale (EPE), a présenté les conclusions de l'examen, par le Groupe d'experts, du projet de rapport sur la performance environnementale de l'Ukraine (5 et 6 octobre 2006) et exposé au Comité, en vue de leur adoption, les recommandations qui y étaient énoncées. M. Svyatoslav Kurulenko, Premier Vice-Ministre ukrainien de la protection de l'environnement, a approuvé les orientations données dans les recommandations relatives aux actions à entreprendre en priorité, aux orientations stratégiques et aux mesures particulières. Il a également assuré aux participants que son pays s'efforcerait d'appliquer les recommandations dans les meilleurs délais, en particulier celles relatives à la protection de l'environnement, à l'utilisation rationnelle des ressources naturelles, à la sécurité de l'environnement et à l'aménagement de l'espace. Il a fait état des progrès accomplis et des mesures prises par l'Ukraine depuis la mission EPE ainsi que de la volonté de son pays de poursuivre les améliorations.

14. Le Comité a pris connaissance des renseignements et achevé l'examen collégial en adoptant les recommandations énoncées dans le rapport de l'EPE de l'Ukraine, telles que modifiées (ECE/CEP/133).

15. Dans ce contexte, le Comité a également débattu de la façon dont les examens collégiaux étaient réalisés et suggéré de prévoir plus de temps pour les débats de cette nature. Le bureau, à sa prochaine réunion (en février 2007), étudiera diverses options pour organiser les examens collégiaux lors des sessions du Comité. Les résultats en seront présentés au cours de la session extraordinaire du Comité, en mai 2007, et éventuellement mis en application à sa session de 2008.

Rapport d'étape sur la mise en œuvre des premières études de la performance environnementale, des études en cours et des études de la deuxième série

16. Les représentants du Monténégro (M^{me} Marija Vugdelic) et de la Serbie (M. Mihailo Djukic) ont présenté des rapports d'étape qui n'avaient pas de caractère obligatoire sur la suite donnée aux recommandations énoncées dans la première EPE de leur pays. Le Comité a pris note des renseignements fournis (disponibles à l'adresse <http://www.unece.org/env/epr/interimreports.htm>) ainsi que des préparatifs en vue de la deuxième étude concernant les deux pays.

17. Le Comité a noté la décision prise par les délégations de l'Arménie, de l'ex-République yougoslave de Macédoine, du Kazakhstan, du Kirghizistan et de l'Ouzbékistan, de proposer leur pays pour une deuxième EPE. Les pays intéressés ont été priés de faire parvenir au secrétariat une lettre officielle confirmant qu'ils souhaitaient faire l'objet d'une deuxième étude.

Informations au sujet d'autres activités menées dans le cadre du programme d'EPE

18. Le Comité a accueilli avec intérêt les renseignements fournis par les représentants de Moldova (M^{me} Violeta Ivanov) et du Bélarus (M. Alexander Rachevsky) au sujet des opérations de lancement organisées dans leur pays, en juillet et septembre 2006 respectivement, afin de mieux faire connaître les rapports de l'EPE et d'en accroître la diffusion. Les deux pays ont insisté sur l'utilité de disposer des rapports dans la langue nationale et indiqué comment ils se proposaient de donner suite aux recommandations. Le Gouvernement moldave allait adopter une résolution, et le Bélarus un plan, pour la mise en œuvre des recommandations formulées dans l'EPE.

Examen du projet de document sur les EPE pour la Conférence ministérielle de Belgrade «Un environnement pour l'Europe»

19. Le secrétariat a présenté une note informelle (CRP.3) sur les questions cruciales qui entrent en ligne de compte dans la mise en œuvre des politiques de protection de l'environnement, telles qu'elles ressortent des EPE; cette note pourrait servir de base pour une communication éventuelle à la Conférence de Belgrade.

20. Le Comité a approuvé la description succincte de cette communication et des cinq grands problèmes considérés comme les principaux obstacles aux améliorations. Il a été suggéré d'étoffer la communication, s'agissant en particulier de la nécessité d'instaurer une bonne

gouvernance dans les administrations centrales et territoriales chargées de la protection de l'environnement, de faire du développement durable l'objet d'une politique globale qui incorporerait des objectifs environnementaux, de renforcer la coopération entre les multiples parties prenantes et les partenariats avec la société civile et d'élaborer une démarche cohérente pour mettre au point des instruments économiques dans les secteurs d'activité et en étudier les effets sur l'environnement. Le Comité a recommandé que cette communication donne des exemples de réussite et expose les problèmes rencontrés à partir d'études de cas, celles-ci servant de base pour formuler des recommandations et proposer de nouvelles améliorations dans la gestion de l'environnement.

21. Les délégations ont été invitées à communiquer leurs observations par écrit au secrétariat, au plus tard le 31 octobre 2006. Le Comité a demandé au secrétariat de faire parvenir aux délégations la version provisoire de la communication avant la réunion du bureau du Comité prévue pour le 13 février 2007, afin qu'elles puissent lui faire part de leurs observations en retour.

B. Surveillance de l'environnement

(www.unece.org/env/europe/environmental_monitoring.htm)

22. Le Comité a accueilli avec intérêt les renseignements communiqués par le Président du Groupe de travail de la surveillance et de l'évaluation de l'environnement et par le secrétariat concernant les conclusions de la sixième session du Groupe de travail (12-14 juin 2006; ECE/CEP/AC.10/2006/2) et les contributions que le Groupe de travail devait en principe apporter à la Conférence de Belgrade (document informel CRP.7). L'Agence européenne pour l'environnement (AEE) a diffusé par écrit des informations sur l'état d'avancement du rapport d'évaluation pour la Conférence de Belgrade (Rapport d'évaluation de Belgrade).

23. Les contributions qu'il est envisagé d'apporter à la Conférence de Belgrade et que le Groupe de travail examinera plus avant en novembre comprennent: a) une participation à l'établissement du rapport de Belgrade sur l'évaluation de l'environnement en Europe; et b) l'élaboration des Principes d'application des indicateurs de l'état de l'environnement, des Directives pour la publication d'informations sur l'état de l'environnement sur la base d'indicateurs et des Directives pour le renforcement de la surveillance de l'environnement et la publication d'informations sur l'état de l'environnement par les entreprises. Les gouvernements des pays membres de la CEE et l'AEE ont apporté, par le biais du programme TACIS de la Commission européenne, un appui financier et en nature aux activités du Groupe de travail. Malgré cela, les objectifs arrêtés pour 2006-2007 ne pourront être atteints que s'il est possible d'obtenir des fonds extrabudgétaires supplémentaires.

24. Les délégations étaient favorables à un nouveau renforcement du volet du programme de travail du Comité relatif à la surveillance et à l'évaluation de l'environnement, une attention particulière étant accordée aux activités de renforcement des capacités du Groupe de travail dans les pays d'Europe orientale, du Caucase et d'Asie centrale (EOCAC). Ces activités aideraient les pays à: a) adapter leurs systèmes nationaux de surveillance et de collecte des données en fonction des classifications internationales types et des prescriptions internationales en matière d'élaboration de rapports; b) utiliser l'ensemble d'indicateurs convenus sur le plan international comme moyen d'action; c) établir des évaluations nationales de l'environnement qui soient

comparables les unes avec les autres et avec celles d'autres pays Membres de l'ONU; et d) fournir des données pour les rapports paneuropéens sur l'évaluation de l'environnement.

25. Dans un souci de préserver l'efficacité des activités du Groupe de travail et compte tenu de leur bonne organisation jusqu'à présent, le Comité ne voyait pas la nécessité d'introduire des changements dans la direction du Groupe de travail avant la Conférence de Belgrade, considérant en particulier qu'il était en train de préparer des contributions de toute première importance pour la Conférence.

C. Accords multilatéraux de la CEE relatifs à l'environnement

Activités en cours concernant les accords multilatéraux de la CEE relatifs à l'environnement qui requièrent une attention particulière

Convention sur l'évaluation de l'impact sur l'environnement dans un contexte transfrontière (Convention d'Espoo)

(<http://www.unece.org/env/eia/welcome.html>)

26. Depuis sa récente ratification par le Bélarus, la Convention d'Espoo compte actuellement 41 Parties. La quatrième réunion des Parties à la Convention aura lieu à Bucarest en 2008, peut-être en même temps que la première Réunion des Parties au Protocole relatif à l'évaluation stratégique environnementale (ESE), qui devrait entrer en vigueur en 2007.

27. La Roumanie a demandé la création d'une commission d'enquête chargée de déterminer si la construction d'un canal de navigation dans la partie ukrainienne du delta du Danube risquait d'avoir un impact transfrontière important. La commission d'enquête a conclu à l'unanimité que la construction de ce canal aurait probablement cet impact, auquel cas la Convention devrait s'appliquer. Le secrétariat est à la recherche de fonds pour financer le programme de coopération entre les deux pays, comme l'a recommandé la commission.

28. Les activités de renforcement des capacités au titre de la Convention comprennent des ateliers qui auront lieu en Arménie et en Ukraine, ainsi que dans les pays d'Asie centrale, avec le concours financier de la Suisse, et un atelier au Maroc pour les pays de la côte méridionale de la Méditerranée, avec le soutien financier de l'Italie. Un manuel pratique a été élaboré pour accompagner l'application du Protocole relatif à l'évaluation stratégique environnementale, avec le concours du CRE, du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et de l'OMS.

Convention sur la pollution atmosphérique transfrontière à longue distance

(www.unece.org/env/lrtap/welcome.html)

29. Les travaux actuels au titre de la Convention portent principalement sur les premiers examens de ses trois protocoles les plus récents. L'examen du Protocole relatif aux polluants organiques persistants a été achevé en 2005, et l'on envisage maintenant d'ajouter d'autres substances dans les annexes au Protocole; diverses formules sont actuellement à l'étude pour actualiser et modifier le Protocole. Les Parties au Protocole sur les métaux lourds doivent en principe terminer le premier examen du Protocole en 2006; il est projeté de réaliser des travaux plus poussés pour réduire les émissions de mercure, de plomb et de cadmium. L'examen du

Protocole de 1999 relatif à la réduction de l'acidification, de l'eutrophisation et de l'ozone troposphérique est en cours et devrait être achevé en 2007; cet examen portera sur la possibilité de limiter les émissions de particules ainsi que sur celle d'étudier s'il est matériellement possible d'établir un lien entre les stratégies de lutte contre la pollution atmosphérique et de lutte contre les émissions de gaz à effet de serre. De plus, l'Équipe spéciale du transport hémisphérique des polluants atmosphériques établira, sous la conduite des États-Unis et de la Communauté européenne, et avec la participation d'experts de pays ne faisant pas partie de la région de la CEE, un rapport d'étape qui évaluera l'importance du transport intercontinental de la pollution atmosphérique. Les participants à la quatorzième session de la Commission du développement durable ont insisté sur les liens qui existaient entre la pollution au niveau régional et au niveau mondial.

30. À sa vingt-troisième session, tenue en décembre 2005, l'Organe exécutif de la Convention a adopté le Plan d'action à l'intention des pays de l'EOCAC afin d'étendre aux pays en transition les travaux déjà en cours sur le renforcement des capacités. Ce plan a pour but de faciliter la participation de ces pays aux travaux réalisés dans le cadre de la Convention et de leur permettre d'adhérer aux protocoles les plus récents.

Convention sur la protection et l'utilisation des cours d'eau transfrontières et des lacs internationaux (Convention sur l'eau)

(www.unece.org/env/water/welcome.html)

31. À leur quatrième réunion tenue du 20 au 22 novembre 2006 à Bonn (Allemagne), les Parties à la Convention sur l'eau ont débattu de la mise en œuvre du plan de travail pour 2004-2006 et des activités pour 2007-2009. En outre, à l'occasion de la célébration du dixième anniversaire de la Convention qui avait lieu au cours de l'année, elles ont fait le point des bons résultats obtenus pendant les 10 années écoulées et les difficultés qui restaient encore à surmonter.

32. La Réunion des Parties a adopté les Règles de la CEE relatives au paiement des services rendus par les écosystèmes dans le cadre de la gestion intégrée des ressources en eau, établies dans le but d'aider les décideurs à trouver des solutions efficaces aux problèmes de gestion de l'eau qui tiennent compte des préoccupations d'ordre environnemental, économique et social. Pour faciliter l'application de ces règles, un renforcement des capacités, des directives techniques et des projets pilotes sont projetés pour 2007-2009.

33. Un projet d'évaluation de l'état des eaux transfrontières et de leur évolution dans la région de la CEE est actuellement élaboré afin de déterminer les progrès accomplis dans la réduction des impacts transfrontières (y compris en matière de santé et de sécurité pour l'homme). Cette évaluation constituera également une contribution à la Conférence de Belgrade. Pour compléter les informations recueillies, il est instamment demandé à tous les pays, qu'ils soient ou non parties à la Convention, en particulier ceux de l'Europe occidentale et de l'Europe du Sud-Est, de contribuer en temps voulu à l'évaluation. Deux ateliers ont été organisés au cours de l'année écoulée afin de faciliter la coopération ainsi que l'échange de données d'expérience et de règles de bonne pratique concernant l'application de la Directive-cadre des CE sur l'eau dans les bassins transfrontières partagés par des pays membres et des pays non membres de l'Union européenne. Les activités destinées à faire connaître l'expérience acquise et à promouvoir l'application de la Convention en dehors de la région de la CEE vont être de plus en plus

privilégiées. Il est indispensable que les Parties ratifient les amendements à la Convention qui autorisent les pays Membres de l'ONU ne faisant pas partie de la région de la CEE à adhérer à la Convention.

34. Les Parties au Protocole sur l'eau et la santé se réuniront pour la première fois à Genève du 17 au 19 janvier 2007.

Convention sur l'accès à l'information, la participation du public au processus décisionnel et l'accès à la justice en matière d'environnement (Convention d'Aarhus)

(www.unece.org/env/pp/welcome.html)

35. Le Groupe de travail des Parties à la Convention a accepté l'invitation du Gouvernement letton d'accueillir la troisième session de la Réunion des Parties, qui aura lieu en juin 2008 et coïncidera avec le dixième anniversaire de l'adoption de la Convention. Il a adopté un plan de consultation sur la participation du public aux travaux des instances internationales, et un questionnaire a été envoyé pendant l'été 2006 aux instances internationales qui figuraient sur une liste convenue. Le Comité d'examen du respect des dispositions de la Convention s'est réuni quatre fois au cours des 12 derniers mois et a mené quatre dossiers à leur terme. Une nouvelle publication intitulée *Votre droit à un environnement sain: un guide simplifié de la Convention d'Aarhus*, établie conjointement par la CEE et le PNUE, a été publiée en 2006 en anglais, français et russe.

36. Le Groupe de travail des registres des rejets et transferts de polluants a poursuivi ses préparatifs en vue de l'entrée en vigueur du Protocole, probablement en 2007, de sorte que la première session de la Réunion des Parties à cet instrument pourrait avoir lieu consécutivement à la troisième Réunion des Parties à la Convention, en 2008.

37. La Convention compte 39 Parties, et le Protocole sur les registres des rejets et transferts de polluants deux Parties, y compris la Communauté européenne.

Convention sur les effets transfrontières des accidents industriels (Convention sur les accidents industriels)

(www.unece.org/env/teia/welcome.htm)

38. La quatrième réunion de la Conférence des Parties à la Convention a eu lieu du 15 au 17 novembre 2006. La Conférence a débattu du Programme d'aide destiné aux pays de l'EOCAC et de l'ESE pour leur faciliter l'application de la Convention. Un rapport sur les résultats de la phase préparatoire du Programme, établi à la lumière des conclusions de la Réunion d'engagement de haut niveau (Genève, 14 et 15 décembre 2005) et des missions d'enquête (ECE/CEP.TEIA/2006/3), ainsi qu'un plan d'action pour la phase d'application du programme ont servi de base pour le débat et la prise de décisions. À la réunion de haut niveau, 17 des 19 pays de l'EOCAC et de l'Europe du Sud-Est (ESE) se sont engagés à appliquer la Convention. Cet engagement a été réaffirmé par la plupart de ces pays lorsqu'ils ont reçu les missions d'enquête.

39. En se fondant sur l'examen de l'annexe I de la Convention relative aux substances dangereuses réalisé par le Groupe de travail du développement de la Convention, la Conférence des Parties a modifié ladite annexe. Elle a en outre approuvé les Principes directeurs en matière

de sécurité et les Règles de bonne pratique applicables à la gestion des pipelines. Ces principes avaient été élaborés par un groupe directeur relevant du Groupe mixte d'experts de l'eau et des accidents industriels, qui avait été créé à cet effet par les organes directeurs de la Convention sur l'eau et de la Convention sur les accidents industriels.

Suivi des conventions et protocoles de la CEE relatifs à l'environnement et appui à ces instruments

40. Le Comité a pris note du rapport (ECE/CEP/2006/2) du Président sur la cinquième réunion de consultation informelle des bureaux du Comité et des organes directeurs des conventions de la CEE relatives à l'environnement (27 juin 2006). La réunion avait pour objet d'échanger des données d'expérience et d'étudier les synergies et les domaines de coopération ainsi que d'évaluer et de promouvoir l'application des instruments juridiques relatifs à l'environnement dans la région. Les débats informels ont surtout porté sur les préparatifs de la Conférence de Belgrade et sur la contribution que les conventions de la CEE relatives à l'environnement pourraient apporter à l'ordre du jour de la Conférence.

41. Le Comité a accueilli avec satisfaction et commenté l'ébauche d'un document sur l'«application des accords multilatéraux de la CEE relatifs à l'environnement» que le secrétariat était en train de préparer pour la Conférence de Belgrade. Ce document portera à la fois sur les obligations qui découlent des conventions et sur les avantages qu'elles présentent concernant le renforcement des capacités et la mise en commun des règles de bonne pratique, en particulier dans les pays de l'EOCAC. Il évaluera les progrès accomplis et les problèmes rencontrés dans l'application effective des conventions et donnera un aperçu des diverses activités de renforcement des capacités dans la région de la CEE. Les délégations ont estimé que ce document constituait un instrument utile à la disposition des ministres pour formuler des recommandations de politique générale en vue de favoriser l'application effective des conventions par les gouvernements.

42. Les délégations ont été invitées à communiquer par écrit leurs observations au sujet de ce document, au plus tard le 31 octobre 2006. Le secrétariat établira et distribuera un nouveau projet en fonction des observations reçues.

**D. Stratégie environnementale pour les pays d'Europe orientale,
du Caucase et d'Asie centrale**

43. Le Comité a pris note des renseignements communiqués par le secrétariat de l'Équipe spéciale pour l'application du Programme d'action pour l'environnement de l'OCDE concernant les grandes lignes d'un projet de rapport à la Conférence de Belgrade sur la mise en œuvre de la Stratégie environnementale pour les pays de l'EOCAC. Le Comité a invité l'Équipe spéciale à présenter en outre dans le rapport, aux fins d'examen par les ministres à Belgrade, diverses voies à suivre possibles ou démarches à entreprendre à l'avenir afin de mieux accomplir les objectifs de la Stratégie.

44. Le Comité a pris note des activités réalisées dans le cadre de la Stratégie, y compris:
a) la création d'une base de données contenant des renseignements en anglais et en russe sur les partenariats, dans les pays de l'EOCAC, qui contribuent à la réalisation des objectifs de la Stratégie (<http://www.eecca.net/>); et b) les conclusions de la Réunion régionale tenue les 18 et

19 mai 2006 à Kiev, au cours de laquelle les représentants des Ministres de l'environnement des pays de l'EOCAC, des pays donateurs et d'organisations internationales et non gouvernementales ont débattu des progrès accomplis dans la réalisation des objectifs de la Stratégie.

E. Activités du Conseiller régional de la CEE pour l'environnement et contribution de ce dernier au programme de travail du Comité

45. Le Conseiller régional pour l'environnement a exposé les tâches qu'il accomplissait, principalement dans la région de l'EOCAC. Ses activités sont liées aux programmes de base et aux connaissances spécialisées de la CEE et exécutées en étroite coopération avec les secrétariats des conventions régionales de la CEE. Seuls sont mis en œuvre les projets énergiquement soutenus par les pays bénéficiaires et suffisamment financés par les donateurs. Les synergies avec d'autres acteurs compétents sont utilisées chaque fois que possible. Actuellement, le Conseiller régional assure la liaison avec les activités menées dans le cadre de l'Initiative pour l'eau de l'Union européenne, de la Stratégie environnementale pour les pays de l'EOCAC et de l'Initiative sur l'environnement et la sécurité, et il participe à ces activités. Il a insisté sur la nécessité d'améliorer la coopération et la coordination entre les organisations internationales et les donateurs et sur la faiblesse de l'appareil administratif dans certains pays bénéficiaires.

46. Le Comité s'est déclaré satisfait des activités du Conseiller régional relatives à l'environnement et de sa contribution au programme de travail du Comité.

F. Partenariat pour l'environnement, l'eau et la sécurité en Asie centrale

47. Le Comité a pris note des renseignements communiqués par le Vice-Ministre kazakh, M. Alzhan Braliev, et par les représentants du Kirghizistan, de l'Ouzbékistan et du Tadjikistan au sujet des mesures prises et des problèmes rencontrés par ces pays pour conclure l'accord de partenariat et mener à bien les activités destinées à en réaliser les objectifs.

48. Le Comité a félicité les pays d'Asie centrale de coopérer activement et de coordonner leurs activités.

G. Initiative sur l'environnement et la sécurité (<http://www.envsec.org/>)

49. Le Comité a accueilli avec intérêt les renseignements communiqués par le Conseiller régional de la CEE pour l'environnement, le PNUE et les délégations des pays de l'EOCAC et de l'ESE au sujet de l'Initiative sur l'environnement et la sécurité entreprise conjointement par le PNUD, le PNUE, l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe, la CEE et le CRE. Cette initiative a pour but d'améliorer la compréhension et la gestion des questions qui risqueraient d'accroître la probabilité d'un conflit, par exemple la dégradation de l'environnement, le manque d'équité dans l'accès aux ressources naturelles et les mouvements transfrontières de matières dangereuses dans la région. Elle s'appuie sur les atouts respectifs et la présence sur le terrain des organisations chefs de file pour que soient menées à bien des tâches essentielles telles que l'évaluation et la surveillance des liens entre l'environnement et la sécurité, le renforcement des capacités et le développement institutionnel, ainsi que l'intégration

des problèmes et des priorités en matière d'environnement et de sécurité dans l'élaboration des politiques internationales et nationales.

50. La CEE apporte sa contribution à l'Initiative sur l'environnement et la sécurité en réalisant en particulier des projets visant à faciliter l'application de la Convention d'Espoo en Asie centrale, celle de la Convention sur les accidents industriels dans les pays de l'EOCAC et de l'ESE, l'exécution du projet «Base régionale d'informations sur l'eau en Asie centrale (CAREWIB)», et le développement d'une coopération transfrontière dans le bassin hydrographique du Dniestr.

51. L'Initiative offre un plus vaste cadre politique pour coopérer avec les pays membres et accéder à un plus large éventail de donateurs. Les États membres ont souligné qu'une bonne coordination des activités des donateurs et des pays était un élément de toute première importance pour que cette initiative soit encore plus efficace.

H. Autres activités intersectorielles

Programme paneuropéen sur les transports, la santé et l'environnement
(<http://www.thepep.org/en/welcome.htm>)

52. Le Comité a pris note des renseignements communiqués par le secrétariat de la CEE au sujet des conclusions de la quatrième session du Comité directeur du Programme paneuropéen sur les transports, la santé et l'environnement (10 et 11 avril 2006) et des préparatifs en vue de la troisième Réunion de haut niveau (qui doit avoir lieu en 2008). Les principaux objectifs de la Réunion sont les suivants: a) renforcer l'engagement des États membres en faveur d'une intégration des politiques relatives aux transports, à l'environnement et à la santé et de transports viables au niveau national; b) évaluer les progrès accomplis par le Programme et consolider son rôle en tant qu'instrument régional permettant de promouvoir les objectifs par des activités de sensibilisation et de renforcement des capacités, une attention particulière étant accordée aux pays de l'EOCAC et de l'ESE; et c) mobiliser les ressources et l'appui politique nécessaires pour atteindre les objectifs.

53. Les activités du Comité directeur dont il a été fait état étaient notamment les suivantes:

a) Organisation dans le sud du Caucase d'un atelier consacré aux transports et à l'aménagement urbain viables (Tbilissi, 18-20 octobre 2006) qui faisait partie d'une série d'ateliers destinés aux pays de l'EOCAC;

b) Gestion et tenue à jour du Mécanisme d'échange d'informations sur les transports, l'environnement et la santé, ouvert à l'ensemble du public en décembre 2005
(<http://www.thepep.org/CHWebSite/>);

c) Préparation d'une panoplie de moyens d'action dans le domaine des transports, de l'environnement et de la santé, accompagnée de notes d'orientation à l'intention des décideurs et d'informations plus techniques pour les praticiens;

d) Préparation d'un guide sur les arrangements institutionnels à mettre en place aux fins de l'intégration des politiques;

e) Échange de règles de bonne pratique pour assurer la sécurité des piétons et des cyclistes dans les zones urbaines.

Éducation en vue du développement durable (EDD)
(<http://www.unece.org/env/esd/welcome.htm>)

54. Le Comité a accueilli avec satisfaction les renseignements communiqués par le secrétariat au sujet de la première réunion du Comité directeur de la CEE pour l'éducation au développement durable (13 et 14 décembre 2005) et de la suite qui lui a été donnée. Les pays avaient rendu compte des dispositions qu'ils avaient prises pour mettre en œuvre la Stratégie de la CEE pour l'éducation en vue du développement durable, qui associait l'incorporation de l'EDD dans les documents directifs et législatifs, la traduction de la Stratégie dans les langues nationales, la désignation de coordonnateurs nationaux et la mise en place de mécanismes consultatifs. Le Comité directeur a adopté un plan de travail pour la mise en œuvre de la Stratégie en 2005-2007, avec des mécanismes de coordination et de partage des informations, des projets pour le renforcement des capacités et une procédure d'examen de la mise en œuvre. Il a recommandé des solutions sur le long terme pour garantir le financement de la mise en œuvre.

55. Un atelier a eu lieu le 28 novembre 2005 à Athènes à l'intention des pays de l'ESE, et un autre atelier les 8 et 9 novembre 2006 à Moscou pour les pays de l'EOCAC; ces ateliers avaient pour but de définir les besoins prioritaires et d'établir un mécanisme efficace de coopération en matière d'EDD pour chaque sous-région. Une conférence sur l'EDD, tenue à Vienne du 13 au 15 mars 2006 sous la présidence autrichienne de l'Union européenne, a adopté une résolution dans laquelle les participants reconnaissaient l'importance de la Stratégie de la CEE et invitaient les gouvernements des pays membres de l'Union européenne à la mettre en œuvre. Un recueil de bonnes pratiques en matière d'EDD, établi conjointement par la CEE et l'UNESCO, sera publié en mai 2007.

56. Le Groupe d'experts des indicateurs de la CEE, qui a achevé ses travaux en mai 2006 sous la conduite des Pays-Bas, a défini des indicateurs pour mesurer à la fois le processus de mise en œuvre et son efficacité. À la lumière des renseignements communiqués par les pays membres, un rapport d'activité sur la mise en œuvre de la Stratégie pour l'EDD sera établi pour la Conférence de Belgrade. Des préparatifs ont également lieu en vue d'un débat de haut niveau sur l'EDD au cours de la Conférence de Belgrade, et un projet de déclaration ministérielle pourrait être adopté.

Environnement et santé
<http://www.euro.who.int/eehc>

57. Le Comité a pris note des renseignements communiqués par le Bureau régional pour l'Europe de l'OMS concernant:

a) Les résultats des réunions du Comité européen de l'environnement et de la santé (CEES) tenues en décembre 2005 et mai 2006 pour évaluer la mise en application des engagements pris à la quatrième Conférence ministérielle sur la santé et l'environnement (Budapest, juin 2004) et relatifs notamment au Plan d'action pour l'environnement et la santé des enfants en Europe, adopté par la Conférence. La réunion tenue le 27 novembre 2006 à Szentendre (Hongrie) portait tout spécialement sur le But prioritaire régional I, qui est «de prévenir et de réduire dans une large mesure la morbidité et la mortalité résultant de troubles gastro-intestinaux et d'autres atteintes à la santé, en veillant à ce que des mesures appropriées

soient prises pour améliorer l'accès abordable à l'eau potable et à un assainissement adéquat pour tous les enfants», en faisant une large place au Protocole CEE-OMS sur l'eau et la santé;

b) Les préparatifs en vue de l'examen intergouvernemental à mi-parcours sur l'environnement et la santé, qui doit avoir lieu à Vienne en 2007. Il s'agira d'assurer la communication d'informations sur la mise en œuvre des actions depuis la Conférence de Budapest, d'évaluer les progrès accomplis à ce jour, y compris la mise en évidence des difficultés et des questions en suspens, et d'établir un ordre du jour provisoire pour la cinquième Conférence ministérielle (qui doit avoir lieu en Italie en 2009).

IV. DÉBAT APPROFONDI SUR LES PRINCIPAUX ENJEUX: POLITIQUE DE L'ENVIRONNEMENT ET COMPÉTITIVITÉ INTERNATIONALE

58. Le Comité a accueilli avec intérêt le document d'information (ECE/CEP/2006/4 et Add.1) sur la politique de l'environnement et la compétitivité internationale, établi et présenté par le secrétariat. De façon générale, il a considéré que l'incorporation d'un volet économique dans les activités prévues au titre du programme de travail du Comité était très utile.

59. Les délégations ont exposé leurs vues sur le document de synthèse et recommandé de mettre davantage l'accent sur les points suivants:

a) ***Le coût de la dégradation de l'environnement.*** L'étude que l'Union européenne a consacrée aux nouveaux pays accédants a montré tous les avantages que ces pays avaient retirés de l'adoption et de la mise en œuvre d'une législation sur l'environnement;

b) ***Les différences de degré de pollution dans les divers secteurs industriels.*** Une réglementation plus stricte et des redevances environnementales plus élevées ont proportionnellement plus d'impact sur la compétitivité des activités très polluantes, ce qui a généralement conduit les gouvernements à adopter des moyens d'atténuer cet impact, y compris en exemptant ces activités de certaines dispositions légales, afin d'atténuer les effets négatifs anticipés;

c) ***L'écoefficacité («produire davantage en consommant moins»).*** Cette question a été au centre des débats de la réunion ministérielle informelle organisée par la présidence finlandaise de l'Union européenne. Le développement économique n'augmente pas nécessairement les pressions qui s'exercent sur l'environnement, comme en témoigne l'expérience des pays nordiques qui, dans les comparaisons internationales, se classent souvent parmi ceux qui obtiennent les meilleurs résultats en termes de croissance économique, d'innovations techniques et de protection de l'environnement;

d) ***La sécurité énergétique et l'utilisation rationnelle de l'énergie.*** Ces questions importantes sont étroitement liées à celles de la protection de l'environnement et de la compétitivité. Dans ce contexte, le document devrait également prendre en compte les débats en la matière qui ont eu lieu au récent Sommet du G-8;

e) ***L'intégration économique et monétaire et l'harmonisation des normes.*** Ces opérations jouent un rôle important dans l'Union européenne et dans ses relations avec les pays voisins.

60. Le Comité a invité le secrétariat à mettre au point un projet de texte révisé qui prendrait en compte les observations reçues. Un second document, qu'il faut encore établir, sera principalement consacré aux pays à faible revenu de la région de la CEE. De nombreuses délégations ont suggéré que les documents d'information qui traitent de cette question soient présentés pour examen à la Conférence de Belgrade. Le Président a invité les délégations à entamer un débat à la prochaine réunion du Groupe de travail composé de hauts fonctionnaires, en février 2007.

V. ADOPTION DU PROGRAMME DE TRAVAIL POUR 2007-2008 ET DU MANDAT RÉVISÉ DU COMITÉ

61. À la lumière des renseignements communiqués par le secrétariat et du débat qui a suivi, le Comité a adopté son programme de travail pour 2007-2008, compte tenu de l'évaluation des activités réalisées au cours de l'exercice biennal 2004-2005 (ECE/CEP/2006/7). Le Comité a accueilli avec intérêt l'examen et l'évaluation des résultats de tous les sous-programmes de la CEE, s'agissant en particulier des échanges de vues concernant l'actuel programme de travail et de l'adoption de ce programme. Il a insisté sur l'importance d'une bonne définition des «indicateurs de succès» afin de pouvoir mesurer efficacement les progrès accomplis.

62. Le Comité a été informé des discussions de juin et octobre 2006 de son bureau concernant la révision de son mandat (ECE/CEP/2006/5) suite à la demande de la Commission. Après ces discussions, il a été décidé qu'il fallait porter de nouvelles observations à la connaissance du secrétariat, au plus tard le 10 novembre 2006.

63. Le Comité a invité le Bureau à débattre de nouveau de la version révisée du mandat à sa prochaine réunion, en février 2007, et d'en soumettre le texte pour adoption éventuelle à la Commission, à sa prochaine session qui aura lieu du 23 au 27 avril 2007.

VI. ASSISTANCE FINANCIÈRE AUX PAYS EN TRANSITION ET CONTRIBUTIONS DES PAYS AUX FONDS D'AFFECTATION SPÉCIALE DE LA CEE

64. Le Comité a pris note des renseignements communiqués par le secrétariat et approuvé les critères actualisés d'attribution d'une aide financière, indiqués en annexe au présent rapport.

VII. QUESTIONS DIVERSES

65. Le Comité a pris note des réponses au questionnaire utilisé pour la consultation sur les questions faisant l'objet des Lignes directrices d'Almaty dans le cadre de la Convention d'Aarhus, questionnaire établi par le secrétariat à la demande du Bureau.

VIII. ÉLECTION DU BUREAU DE LA QUATORZIÈME SESSION

66. Sur la base des consultations qui ont eu lieu entre les pays, le Comité a élu les membres du Bureau ci-après: Président: M. Zaal Lomtadze (Géorgie); Vice-Présidents: M^{me} Narin Panariti (Albanie), M^{me} Ruzanna Davtyan (Arménie), M. Bert-Axel Szelinski (Allemagne), M. Czeslaw Wieckowski (Pologne), M. Jon Kahn (Suède), M^{me} Eldrid Nordbo (Norvège) et M. John Matuszak (États-Unis).

IX. CLÔTURE DE LA TREIZIÈME SESSION

67. Les décisions prises par le Comité à sa treizième session ont été résumées par le secrétariat en consultation avec le Président et distribuées aux délégations à la fin de la réunion. Le Comité a chargé le secrétariat de mettre au point la version définitive du rapport en consultation avec le Bureau.

68. La quatorzième session extraordinaire du Comité des politiques de l'environnement se tiendra le 29 mai 2007. La session suivante du Comité est prévue à titre provisoire en mars 2008.

ANNEXE

CRITÈRES D'ATTRIBUTION D'UNE AIDE FINANCIÈRE

PAYS AYANT DROIT À UNE AIDE FINANCIÈRE

Approuvés par le Comité des politiques de l'environnement à sa treizième session
(9-11 octobre 2006)

Pays	PIB par habitant (en dollars)	<u>Note:</u> plafond fixé pour 2006-2007: 3 000 dollars É.-U.; les pays dont le PIB par habitant est inférieur à 2 500 dollars ont droit à une aide financière (frais de voyage et indemnité journalière de subsistance); les pays dont le PIB par habitant est compris entre 2 500 dollars et 3 000 dollars ont droit à une aide financière (indemnité journalière de subsistance uniquement)	
Kazakhstan	2 874	Ont droit à une aide financière (indemnité journalière de subsistance uniquement)	
Monténégro	2 794*		
Serbie	2 794*		
Ex-République yougoslave de Macédoine	2 642		
Turkménistan	2 584		
Albanie	2 350		
Bélarus	2 355		
Bosnie-Herzégovine	2 158		
Ukraine	1 373		
Géorgie	1 187		
Arménie	1 175		
Azerbaïdjan	1 026		
Moldova	721		
Ouzbékistan	456		
Kirghizistan	437		
Tadjikistan	309		
PAYS AYANT DROIT À UNE AIDE FINANCIÈRE		16	
PAYS AYANT DROIT UNIQUEMENT À L'INDEMNITÉ JOURNALIÈRE DE SUBSISTANCE		5	
PAYS AYANT DROIT AU PAIEMENT DES FRAIS DE VOYAGE ET À L'INDEMNITÉ JOURNALIÈRE DE SUBSISTANCE		11	
* Le PIB par habitant de l'ex-Communauté d'États Serbie-et-Monténégro s'établit à 2 794 dollars É.-U. On ne dispose pas de chiffres séparés pour le Monténégro et la Serbie.			
